

tenue sous la présidence de Monsieur Le Roux, assisté(e)
de Monsieur Le Bonniec et Madame Tourre, Conseillers
En présence de Monsieur Moulinier, Rapporteur public
Madame Garval, Greffière

09 heures 15

02)	DOSSIER N° 2601496	RAPPORTEUR: Monsieur Julien Le Bonniec
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de l'arrêté du 25 juillet 2025 des Côtes-d'Armor mettant portant rejet d'une demande d'admission au séjour, obligation de quitter le territoire français dans le délai de 30 jours et fixant le pays de destination	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame	Maître DOLLE Sébastien
Défendeur	PREFECTURE DES COTES-D'ARMOR	
03)	DOSSIER N° 2601510	RAPPORTEURE: Madame Laurence Tourre
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de l'arrêté du 19 juin 2025 du préfet d'Ille-et-Vilaine portant refus de délivrance d'un titre de séjour, obligation de quitter le territoire français dans le délai de 30 jours, fixant le pays de destination et interdiction de retour sur le territoire français pendant une durée d'un an	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame	Maître LE STRAT Gaëlle
Défendeur	PREFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE	
04)	DOSSIER N° 2601511	RAPPORTEUR: Monsieur Julien Le Bonniec
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de l'arrêté du 3 février 2026 du Morbihan portant refus de délivrance de titre de séjour, obligation de quitter le territoire français dans le délai de 30 jours, fixant le pays de destination, et obligation de remettre son passeport à la brigade de gendarmerie de Baud et de s'y présenter deux fois par semaine	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	Maître BEGUIN Emmanuelle (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DU MORBIHAN	

09 heures 15

05)	DOSSIER N° 2601609	RAPPORTEUR: Madame Laurence Tourre
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de l'arrêté du 2 février 2026 du préfet d'Ille-et-Vilaine portant refus de délivrance d'un titre de séjour, obligation de quitter le territoire français dans le délai de 30 jours, fixant le pays de destination et interdiction de retour sur le territoire français pendant une durée d'un an	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame	Maître LE STRAT Gaëlle
Défendeur	PREFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE	
06)	DOSSIER N° 2601610	RAPPORTEUR: Monsieur Julien Le Bonniec
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de l'arrêté du 2 février 2026 du préfet d'Ille-et-Vilaine portant refus de délivrance d'un titre de séjour, obligation de quitter le territoire français dans le délai de 30 jours, fixant le pays de destination et interdiction de retour sur le territoire français pendant une durée d'un an	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame	Maître SEMINO Enzo (Cour)
Défendeur	PREFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE	
07)	DOSSIER N° 2601611	RAPPORTEUR: Madame Laurence Tourre
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de l'arrêté du 2 février 2026 du préfet d'Ille-et-Vilaine portant refus de délivrance d'un titre de séjour, obligation de quitter le territoire français dans le délai de 30 jours, fixant le pays de destination et interdiction de retour sur le territoire français pendant une durée d'un an	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	Maître JEANMOUGIN Félix (Cour)
Défendeur	PREFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE	

09 heures 15

08)	DOSSIER N° 2601634	RAPPORTEUR: Monsieur Julien Le Bonniec
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de l'arrêté du 12 juin 2025 du préfet d'Ille-et-Vilaine portant obligation de quitter le territoire français dans le délai de 30 jours, fixant le pays de destination et interdiction de retour sur le territoire français pendant une durée d'un an	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	Maître LE VERGER Mélanie
Défendeur	PREFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE	
09)	DOSSIER N° 2601061	RAPPORTEUR: Monsieur Julien Le Bonniec
Titre de l'affaire	demande d'annuler l'arrêté du 9 janvier 2026 par lequel le préfet du Morbihan a rejeté sa demande de titre de séjour, l'a obligée à quitter le territoire français dans le délai de trente jours à destination du pays dont elle a la nationalité avec interdiction de retour sur le territoire pendant une durée de deux ans.	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame	CABINET DGR AVOCATS (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DU MORBIHAN	
10)	DOSSIER N° 2601062	RAPPORTEUR: Monsieur Julien Le Bonniec
Titre de l'affaire	demande d'annuler l'arrêté du 17 avril 2025 par lequel le préfet du Morbihan a refusé de lui délivrer un titre de séjour, l'a obligé à quitter le territoire français, a fixé le pays de destination avec interdiction de retour pour une durée d'un an.	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	Maître BERTHET-LE FLOCH Flora
Défendeur	PREFECTURE DU MORBIHAN	

09 heures 15

11)	DOSSIER N° 2601063	RAPPORTEUR: Monsieur Pierre Le Roux
Titre de l'affaire	demande d'annuler l'arrêté du 17 avril 2025 par lequel le préfet du Morbihan a refusé de lui délivrer un titre de séjour, l'a obligé à quitter le territoire français, a fixé le pays de destination avec interdiction de retour sur le territoire pour une durée d'un an.	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame	Maître BERTHET-LE FLOCH Flora
Défendeur	PREFECTURE DU MORBIHAN	
12)	DOSSIER N° 2601080	RAPPORTEURE: Madame Laurence Tourre
Titre de l'affaire	demande d'annuler l'arrêté du 19 janvier 2026 du préfet d'Ille-et-Vilaine portant refus de délivrance de titre de séjour, obligation de quitter le territoire français dans le délai de 30 jours, fixant le pays de destination et interdiction de retour pour une durée de 1 an	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	Maître DAHI Sonia (Cour)
Défendeur	PREFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE	
13)	DOSSIER N° 2601102	RAPPORTEURE: Madame Laurence Tourre
Titre de l'affaire	demande d'annuler l'arrêté du 8 janvier 2026 par lequel le préfet du Finistère l'a obligé à quitter le territoire français dans le délai d'un mois, a fixé le pays de destination et lui a interdit le retour sur le territoire français pour une durée d'un an.	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	M. le bâtonnier BUORS Franck
Défendeur	PREFECTURE DU FINISTERE	

09 heures 15

15)	DOSSIER N° 2601702	RAPPORTEUR: Monsieur Pierre Le Roux
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de l'arrêté du 20 mai 2025 du préfet d'Ille-et-Vilaine portant refus de délivrance d'un titre de séjour, obligation de quitter le territoire français dans le délai de 30 jours, fixant le pays de destination et interdiction de retour sur le territoire français pendant une durée d'un an	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame	Maître SALIN Frédéric
Défendeur	PREFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE	
16)	DOSSIER N° 2601705	RAPPORTEUR: Monsieur Pierre Le Roux
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de l'arrêté du 27 juin 2025 des Côtes-d'Armor portant refus de délivrance de titre de séjour, obligation de quitter le territoire français dans le délai de 30 jours, fixant le pays de destination et interdiction de retour sur le territoire français pendant une durée de deux ans	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	Maître CALONNE DU TEILLEUL Dorothée (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DES COTES-D'ARMOR	
17)	DOSSIER N° 2601584	RAPPORTEUR: Monsieur Julien Le Bonniec
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de l'arrêté du 24 février 2026 du préfet d'Ille-et-Vilaine portant obligation de quitter le territoire français sans délai, fixant le pays de destination et interdiction de retour sur le territoire français pendant une durée d'un an, ensemble l'arrêté du même jour portant assignation à résidence pour une durée de six mois	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	Maître SALIN Frédéric
Défendeur	PREFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE	

09 heures 15

18)	DOSSIER N° 2601825	RAPPORTEUR: Monsieur Pierre Le Roux
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de l'arrêté du 5 mars 2026, du Préfet d'Ille-et-Vilaine portant assignation à résidence pour une seconde période de six mois, obligation de remettre son passeport, de se présenter une fois par jour chaque jour de la semaine, y compris les jours fériés et chômés à la Brigade de gendarmerie de Hédé-Bazouges, interdiction de sortie de la commune de Hédé- Bazouges et obligation de demeurer à son domicile de 16h à 19h chaque jour de la semaine	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	Maître LE BOURDAIS Arnaud (Cour)
Défendeur	PREFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE	
19)	DOSSIER N° 2601826	RAPPORTEUR: Monsieur Pierre Le Roux
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de l'arrêté du 5 décembre 2025 du préfet d'Ille-et-Vilaine portant refus de délivrance d'un titre de séjour, obligation de quitter le territoire français dans le délai de 30 jours, fixant le pays de destination et interdiction de retour sur le territoire français pendant une durée d'un an	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	Maître LE STRAT Gaëlle
Défendeur	PREFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE	
20)	DOSSIER N° 2601842	RAPPORTEUR: Monsieur Pierre Le Roux
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de l'arrêté du 19 novembre 2025 du préfet du Finistère portant refus de délivrance d'un titre de séjour, obligation de quitter le territoire français dans le délai de 30 jours, fixant le pays de destination, interdiction de retour sur le territoire français pendant une durée d'un an et obligation de remettre son passeport aux services de la police nationale de Brest et de s'y présenter une fois par semaine	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame	Maître BLANCHOT Anna (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DU FINISTERE	

09 heures 15

21)	DOSSIER N° 2601846	RAPPORTEUR: Monsieur Pierre Le Roux
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de l'arrêté du 2 mars 2026 du Morbihan portant refus de délivrance de titre de séjour, obligation de quitter le territoire français dans le délai de 30 jours, fixant le pays de destination, et obligation de remettre son passeport aux services de la gendarmerie de Quimperlé et de s'y présenter une fois par semaine	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	M. le bâtonnier BUORS Franck
Défendeur	PREFECTURE DU FINISTERE	
22)	DOSSIER N° 2505402	RAPPORTEUR: Monsieur Pierre Le Roux
Titre de l'affaire	Demande d'annuler l'arrêté pris le 23 juillet 2025 par le préfet du Finistère portant assignation à résidence pour une durée de un an sur la commune de Brest	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	Maître SEMINO Enzo (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DU FINISTERE	
23)	DOSSIER N° 2508331	RAPPORTEUR: Monsieur Pierre Le Roux
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de la décision implicite du préfet d'Ille-et-Vilaine portant non renouvellement de titre de séjour pluriannuel, ensemble la décision implicite de rejet du recours gracieux	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	Maître SEMINO Enzo (Cour)
Défendeur	PREFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE	

tenue sous la présidence de Monsieur Le Roux, assisté(e)
de Monsieur Le Bonniec et Madame Tourre, Conseillers
En présence de Monsieur Moulinier, Rapporteur public
Monsieur Riaud, Greffier

10 heures 15

01)	DOSSIER N° 2305095	RAPPORTEURE: Madame Laurence Tourre
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de la décision implicite du ministère des Armées portant refus de candidature à l'essai professionnel ouvert pour un poste d'électricien hors-catégorie-a (HCA), et d'indemnisation des préjudices de pertes de salaires, pertes de droits à la retraite et préjudice moral	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	SOCIETE D'AVOCATS LEXCAP
Défendeur	MINISTERE DES ARMEES ET DES ANCIENS COMBATTANTS	
02)	DOSSIER N° 2306997	RAPPORTEURE: Madame Laurence Tourre
Titre de l'affaire	demande d'annuler l'arrêté du 15 septembre 2023 portant sanction de déplacement d'office au collège Anatole Le Braz à Saint-Brieuc ensemble le changement d'affectation.	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame	SOCIETE D'AVOCATS LARZUL-BUFFET-LE ROUX & ASSOCIES
Défendeur	RECTORAT DE L'ACADEMIE DE RENNES	
03)	DOSSIER N° 2400275	RAPPORTEURE: Madame Laurence Tourre
Titre de l'affaire	demande d'annuler les deux titres de perception des 23 mars et 9 mai 2023 émis par la Marine Nationale.	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	
Défendeur	MINISTERE DES ARMEES ET DES ANCIENS COMBATTANTS	

10 heures 15

04)	DOSSIER N° 2400757	RAPPORTEURE: Madame Laurence Tourre
Titre de l'affaire	Demande d'annuler la décision du 19 décembre 2023 par laquelle le préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest a mis fin à son contrat du 16 novembre 2023 en tant qu'élève policier adjoint à l'école nationale de police de Saint-Malo.	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	
Défendeur	PREFECTURE DE ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE OUEST	
05)	DOSSIER N° 2401503	RAPPORTEURE: Madame Laurence Tourre
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de la décision du 18 décembre 2023 de la direction départementale des territoires et de la mer (préfet des Côtes-d'Armor) portant attribution du complément indemnitaire annuel (CIA) au titre de l'année 2023	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	
Défendeur	DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER DES COTES-D'ARMOR PREFECTURE DES COTES-D'ARMOR	
06)	DOSSIER N° 2402051	RAPPORTEURE: Madame Laurence Tourre
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de l'arrêté du 26 janvier 2024 du préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest (SGAMI Ouest) portant placement en congé de maladie ordinaire	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	SOCIETE D'AVOCATS PEQUIGNOT (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DE ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE OUEST	

10 heures 15

07)	DOSSIER N° 2402053	RAPPORTEURE: Madame Laurence Tourre
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de l'arrêté du 23 janvier 2024 du préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest (SGAMI Ouest) portant placement en disponibilité pour raison de santé	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	SOCIETE D'AVOCATS PEQUIGNOT (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DE ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE OUEST	
08)	DOSSIER N° 2402054	RAPPORTEURE: Madame Laurence Tourre
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de l'arrêté du 26 janvier 2024 du préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest (SGAMI Ouest) portant refus de reconnaissance de l'imputabilité au service d'une maladie professionnelle datant du 26 janvier 2024 et remis en main propre au requérant le 14 février 2024	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	SOCIETE D'AVOCATS PEQUIGNOT (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DE ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE OUEST	
09)	DOSSIER N° 2403080	RAPPORTEURE: Madame Laurence Tourre
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de la décision du préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest (SGAMI Ouest) portant refus de placement en congé de longue maladie en date du 22 juin 2023, révélée par la transmission de l'avis défavorable émis par le Conseil médical le 7 juillet 2023	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	SOCIETE D'AVOCATS PEQUIGNOT (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DE ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE OUEST	

10 heures 15

13)	DOSSIER N° 2403261	RAPPORTEUR: Madame Laurence Tourre
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de la décision du 28 décembre 2023 de la direction départementale des finances publiques (DDFP) des Côtes-d'Armor portant refus de l'impitabilité au service d'un accident de trajet du 14 juin 2023, ensemble le rejet du recours hiérarchique du 14 mai 2024	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame	
Défendeur	DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DES COTES-D'ARMOR MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DE LA SOUVERAINETE INDUSTRIELLE ET NUMERIQUE	

14)	DOSSIER N° 2507871	RAPPORTEUR: Monsieur Pierre Le Roux
Titre de l'affaire	Demande l'exécution du jugement n° 2302253 du 23 mai 2024 tendant à l'annulation de la décision implicite du ministère des solidarités, de l'autonomie et des personnes handicapées portant rejet de communication des échanges avec la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) concernant l'élection des présidents et/ou vice-présidents de la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (CDAPH), suivant qu'ils soient titulaires ou suppléants, rejet de communication des positions de la direction générale de la cohésion sociale, avant ou depuis la note du 2 avril 2020, sur les rôles respectifs de la CDAPH plénière et de la commission exécutive (COMEX) pour déterminer qui définit les règles et adopte le règlement intérieur de la CDAPH , et l'anonymisation des dossiers en CDAPH	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	
Défendeur	MINISTERE DE LA SANTE, DES FAMILLES, DE L'AUTONOMIE ET DES PERSONNES HANDICAPEES MAISON DEPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPEES DU FINISTERE	
Observateur	COMMISSION D'ACCES AUX DOCUMENTS ADMINISTRATIFS	

10 heures 15

15)	DOSSIER N° 2202321	RAPPORTEUR: Monsieur Pierre Le Roux
Titre de l'affaire	Demande d'annuler la décision implicite de rejet née du silence observé par la mairie de Saint Martin sur Oust suite au recours gracieux du 4 février 2022 portant sur la demande de réparation des dommages subis lors de travaux de dérasement et de curage des fossés effectués au mois de septembre 2021 à la demande de la commune de Saint-Martin-sur-Oust.	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	Maître GUILLIER Bruno (Cour)
Défendeur	COMMUNE DE SAINT-MARTIN-SUR-OUST	CABINET D'AVOCATS COUDRAY
16)	DOSSIER N° 2203276	RAPPORTEUR: Monsieur Pierre Le Roux
Titre de l'affaire	Demande d'annuler la décision implicite par laquelle le préfet de la région Bretagne a rejeté une demande indemnitaire en réparation des préjudices consécutifs à l'annulation par jugement n° 1804451 du 17 janvier 2022 de la décision du 3 avril 2018 de retrait du refus d'autorisation d'exploiter initialement opposée à un Gaec et a refusé de mettre en oeuvre la procédure de contrôle des exploitations prévues aux articles L. 331-7 et suivants du code rural à l'égard dudit Gaec ainsi que la décision par laquelle le préfet des Côtes-d'Armor a refusé de saisir le tribunal paritaire des baux ruraux de Guingamp pour faire prononcer la nullité du bail conclu entre ledit GAEC et un tiers et de faire usage de ses pouvoirs de police au titre des dispositions de l'article L. 331-6 du code rural et de la pêche maritime	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	GAEC DU GROS CHENE Monsieur	SOCIETE D'AVOCATS KOVALEX SOCIETE D'AVOCATS KOVALEX
Défendeur	PREFECTURE DE LA REGION BRETAGNE PREFECTURE DES COTES-D'ARMOR GAEC KERGUS Monsieur Monsieur Madame Madame	

10 heures 15

17)	DOSSIER N° 2402566	RAPPORTEUR: Monsieur Pierre Le Roux
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de l'arrêté du 7 décembre 2023 du ministère des Armées portant classement dans le corps des attachés d'administration de l'État, de l'arrêté du 11 décembre 2023 portant avancement à l'échelon 3 du grade d'attaché au 26 mai 2023, ensemble la décision du 1er mars 2024 rejetant le recours gracieux	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	
Défendeur	MINISTERE DES ARMEES ET DES ANCIENS COMBATTANTS	
18)	DOSSIER N° 2507707	RAPPORTEUR: Monsieur Pierre Le Roux
Titre de l'affaire	Demande de condamner l'Etat à l'indemniser des préjudices subis en raison de son exposition à l'inhalation de poussières d'amiante dans l'exercice de ses fonctions sans bénéficier de protection individuelle ou collective efficace	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	SOCIETE D'AVOCATS MICHEL LEDOUX & ASSOCIES
Défendeur	MINISTERE DES ARMEES ET DES ANCIENS COMBATTANTS	
19)	DOSSIER N° 2500921	RAPPORTEUR: Monsieur Pierre Le Roux
Titre de l'affaire	Demande de condamner l'Etat à l'indemniser des préjudices subis en raison de son exposition à l'inhalation de poussières d'amiante dans l'exercice de ses fonctions sans bénéficier de protection individuelle ou collective efficace	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	SOCIETE D'AVOCATS MICHEL LEDOUX & ASSOCIES
Défendeur	MINISTERE DES ARMEES ET DES ANCIENS COMBATTANTS	

10 heures 15

20)	DOSSIER N° 2500922	RAPPORTEUR: Monsieur Pierre Le Roux
Titre de l'affaire	Demande de condamner l'Etat à l'indemniser des préjudices subis en raison de son exposition à l'inhalation de poussières d'amiante dans l'exercice de ses fonctions sans bénéficier de protection individuelle ou collective efficace	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	SOCIETE D'AVOCATS MICHEL LEDOUX & ASSOCIES
Défendeur	MINISTERE DES ARMEES ET DES ANCIENS COMBATTANTS	

22)	DOSSIER N° 2504041	RAPPORTEUR: Monsieur Pierre Le Roux
Titre de l'affaire	Demande d'annuler la décision de rejet prise le 11 avril 2025 par la commission des recours militaires sur sa demande d'indemnisation résultant de l'exposition professionnelle à des fibres d'amiante et de condamner l'Etat à l'indemniser des préjudices subis en raison de cette exposition.	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	SOCIETE D'AVOCATS MICHEL LEDOUX & ASSOCIES
Défendeur	MINISTERE DES ARMEES ET DES ANCIENS COMBATTANTS	

23)	DOSSIER N° 2505041	RAPPORTEUR: Monsieur Pierre Le Roux
Titre de l'affaire	Demande de condamner l'Etat à l'indemniser des préjudices subis en raison de son exposition à l'inhalation de poussières d'amiante dans l'exercice de ses fonctions sans bénéficier de protection individuelle ou collective efficace	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	SOCIETE D'AVOCATS TEISSONNIERE TOPALOFF LAFFORGUE ANDREU ASSOCIES
Défendeur	MINISTERE DES ARMEES ET DES ANCIENS COMBATTANTS	

10 heures 15

24)	DOSSIER N° 2506609	RAPPORTEUR: Monsieur Pierre Le Roux
Titre de l'affaire	Demande de condamner l'Etat à l'indemniser des préjudices subis en raison de son exposition à l'inhalation de poussières d'amiante dans l'exercice de ses fonctions sans bénéficier de protection individuelle ou collective efficace	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	SOCIETE D'AVOCATS MICHEL LEDOUX & ASSOCIES
Défendeur	MINISTERE DES ARMEES ET DES ANCIENS COMBATTANTS	

25)	DOSSIER N° 2506903	RAPPORTEUR: Monsieur Pierre Le Roux
Titre de l'affaire	Demande de condamner l'Etat à l'indemniser des préjudices subis en raison de son exposition à l'inhalation de poussières d'amiante dans l'exercice de ses fonctions sans bénéficier de protection individuelle ou collective efficace	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	
Défendeur	MINISTERE DES ARMEES ET DES ANCIENS COMBATTANTS	

26)	DOSSIER N° 2507706	RAPPORTEUR: Monsieur Pierre Le Roux
Titre de l'affaire	Demande de condamner l'Etat à l'indemniser des préjudices subis en raison de son exposition à l'inhalation de poussières d'amiante dans l'exercice de ses fonctions sans bénéficier de protection individuelle ou collective efficace	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	SOCIETE D'AVOCATS MICHEL LEDOUX & ASSOCIES
Défendeur	MINISTERE DES ARMEES ET DES ANCIENS COMBATTANTS	

10 heures 15

30)	DOSSIER N° 2600248	RAPPORTEUR: Monsieur Pierre Le Roux
Titre de l'affaire	Demande de condamner l'Etat à l'indemniser des préjudices subis en raison de son exposition à l'inhalation de poussières d'amiante dans l'exercice de ses fonctions sans bénéficier de protection individuelle ou collective efficace	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	SOCIETE D'AVOCATS MICHEL LEDOUX & ASSOCIES
Défendeur	MINISTERE DES ARMEES ET DES ANCIENS COMBATTANTS	
31)	DOSSIER N° 2601881	RAPPORTEUR: Monsieur Pierre Le Roux
Titre de l'affaire	Demande de condamner l'Etat à l'indemniser des préjudices subis en raison de son exposition à l'inhalation de poussières d'amiante dans l'exercice de ses fonctions sans bénéficier de protection individuelle ou collective efficace	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	SOCIETE D'AVOCATS MICHEL LEDOUX & ASSOCIES
Défendeur	MINISTERE DES ARMEES ET DES ANCIENS COMBATTANTS	
32)	DOSSIER N° 2501866	RAPPORTEUR: Monsieur Pierre Le Roux
Titre de l'affaire	Demande de condamner l'Etat à l'indemniser des préjudices subis en raison de son exposition à l'inhalation de poussières d'amiante dans l'exercice de ses fonctions sans bénéficier de protection individuelle ou collective efficace	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	SOCIETE D'AVOCATS LE ROY GOURVENNEC PRIEUR
Défendeur	MINISTERE DES ARMEES ET DES ANCIENS COMBATTANTS	

Arrêté le 11/05/2026

Le président du tribunal